



Mayenne-et-Loire. Finances publiques : vers plus de proximité ?



Michel Derrac, à gauche, et Jean-Louis Abalain, directeur du pôle Gestion fiscale. | OUEST-FRANCE

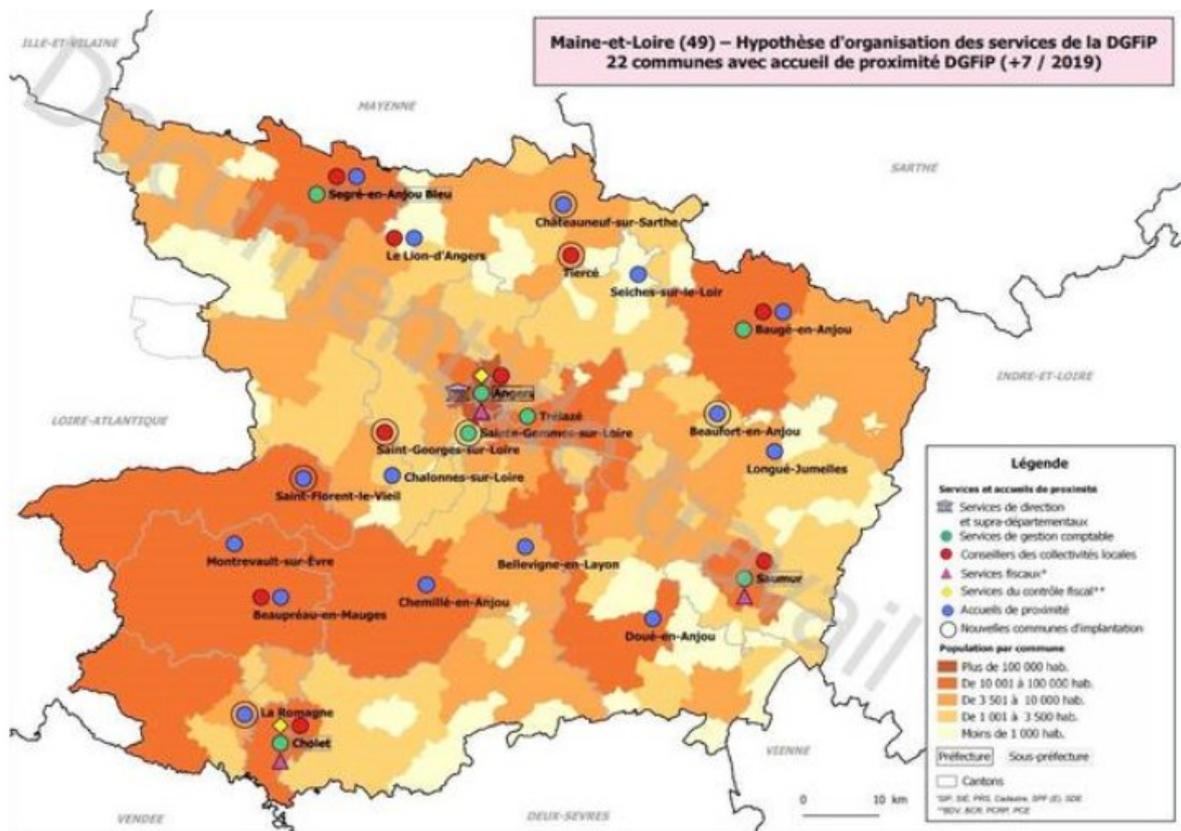
Michel Derrac, le directeur départemental des finances publiques de Mayenne-et-Loire, revient sur le déploiement des centres de contact en Anjou. Objectif : plus de proximité. La section Solidaires Finances publiques tempère l'enthousiasme.

« **On change de modèle.** » Michel Derrac, le directeur départemental des finances publiques de Mayenne-et-Loire, ne cesse de le répéter. Le cap vers plus de proximité, fixé par Gérald Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes publics, est censé ramener les services publics au contact de la population. Comme un demi-tour, après des années où c'est bien tout le contraire qui s'est déroulé.

Cela étant posé, comment cela se traduit-il, concrètement, sur le terrain ? Pour l'instant, l'ambition se limite à... une carte. Car, dans l'absolu, tout reste soumis à concertation, jusqu'au mois d'octobre, avec les élus de Mayenne-et-Loire.

De 15 à 22 points de contact

Sur cette carte, donc, on y voit l'implantation de points de contact, des accueils de proximité, qui devraient passer de 15 à 22 dans le département. Ils pourraient être installés dans des trésoreries, déjà fermées, ou des mairies.



Les centres des finances publiques pourraient passer de 15 à 22 en 2022, en Maine-et-Loire. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Ces points de contact sont de trois types. « **Des accueils de proximité, en plus des centres de contact et du site internet ; du conseil aux collectivités locales et de la gestion comptable.** »

Dans le détail, « **le conseil aux collectivités locales sera assuré par un cadre supérieur de la maison, exclusivement dédié à ça** ». Quant à la partie gestion, elle sera regroupée et densifiée, « **pour une meilleure productivité** ».

Au final : une « **nouvelle organisation** », comme la qualifie Michel Derrac. Qui colle à la réalité du territoire. « **Nous nous y sommes adaptés.** »

« Un tour de passe-passe »

Ce n'est pas vraiment la vision de Dalila El Mezdari, de la section Solidaires Finances publiques. « **C'est une vaste fumisterie, un tour de passe-passe. On installe les accueils de proximité sur des lieux où se situaient d'anciennes trésoreries, et là, comme par hasard, on réinstalle des pastilles sans expliquer ce qu'il y a derrière.** »

Et d'expliquer : « **Dans ces accueils, on n'aura pas nécessairement des agents des finances publiques, puisque l'idée, par la suite, c'est de les faire tenir par des agents des collectivités locales qui seront là pour orienter le public dans ses démarches sur internet.** »

« Pas dans la notion de service public »

Pas de quoi parler de service public, pour la représentante syndicale. « **L'idée peut apparaître séduisante, mais quand elle vient en lieu et place de services pérennes, on n'est pas du tout dans la notion de service public telle que nous, syndicalistes, nous l'entendons. »**

Michel Derrac, lui, persiste et signe. « **Les organisations syndicales parlent de démantèlement parce qu'elles pensent aux structures passées. Je leur dis : nous construisons une nouvelle organisation. On n'est pas obligé d'avoir X trésoreries pour montrer qu'on est là. Ce que l'on apporte, ce sont nos agents, nos compétences. »**

Jean-Philippe NICOLEAU.

Modifié le 26/06/2019 à 22h02

Publié le 26/06/2019 à 19h36